

754160

COMITÉ CENTRAL DE LA **LIGUE ROUMAINE**

R É P O N S E

AUX DÉCLARATIONS FAITES

PAR

LE COMTE KALNOKY

BCU Cluj / Central University Library Cluj

DÉLÉGATION HONGROISE

(SEPTEMBRE 1894)

BUCAREST.

1894.

COMITÉ CENTRAL DE LA **LIGUE ROUMAINE**

R É P O N S E

AUX DÉCLARATIONS FAITES

PAR

LE COMTE KALNOKY

DANS LA

DÉLÉGATION HONGROISE

(SEPTEMBRE 1894)

BUCAREST.

1894.

La question nationale roumaine, devenue, quoi qu'on en dise, une question européenne, a été portée au sein de la commission de la Délégation hongroise de Budapest.

A cette occasion, le ministre des affaires étrangères de l'empire Austro-Hongrois, le comte Kalnoky, a fait des déclarations surprenantes, dont l'importance ne réside point dans leur propre valeur, mais bien dans la haute position de l'homme d'état qui a consenti à les communiquer.

Dans ces déclarations, la Ligue est directement prise à partie. Aussi, croyons-nous avoir non seulement le droit, mais bien encore l'obligation de répondre aux plus importantes, — à notre avis les plus erronées — affirmations et appréciations du ministre de l'Empire voisin.

Le comte Kalnoky voit dans le mouvement qui se manifeste en Roumanie «une simple imitation de *l'irredenta italienne*» que nous avons «copiée dans tous ses détails», nous ceux d'ici, bien entendu de commun accord avec nos frères d'outre-monts. En plus de ses informations spéciales, l'homme d'état invoque également les expressions de «*Romania irredenta*», «*Daco-*

Romania», lesquelles circuleraient sur les lèvres de tous les Roumains; il n'oublie même point «les cartes géographiques fantaisistes» que, dans son langage d'une vivacité inusitée parmi les diplomates, il qualifie de «*fanfaronnade* correspondante au caractère de «*l'irredenta*».

Si nous n'avions pas agi ouvertement, tant en paroles que par nos écrits; si nous n'avions pas fait appel à l'opinion publique européenne et si nous n'avions pas produit devant elle toutes les plaintes légitimes d'un peuple martyrisé, nous garderions le silence et nous ne releverions pas les affirmations du comte Kalnoky, nous contentant de continuer l'œuvre de notre prétendue association révolutionnaire. De pareilles associations demandent, pour être fortes, à rester secrètes.

Mais alors que nos frères, fidèles sujets, ont adressé à leur souverain même le *Memorandum* de leurs souffrances; alors que c'est à l'Europe que nous-mêmes nous nous sommes adressés pour empêcher l'extermination, *comme peuple*, de nos frères; nous avons le droit de déclarer que nous ne faisons point de l'irredentisme par notre mouvement national: nous ne voulons certainement pas troubler la paix de l'Europe, nous ne poursuivons pas la destruction de l'empire voisin en vue de la «Daco-Romania».

La «Romania irredenta», la «Daco-Romania», ne sont ni la synthèse de notre mouvement, ni des moyens d'exaltation; notre peuple n'en a aucun besoin, étant arrivé à la conscience nette de sa mission et de ses

intérêts, harmonieusement coordonnés aux intérêts du monde civilisé.

De telles expressions tombant gravement des lèvres d'un homme d'état, nous apparaissent comme des mirages diplomatiques inexplicables, — à moins que l'honorable ministre n'ait cédé pour satisfaire les inclinations immodérées des chauvinistes et des Kossuthistes, devant lesquels il était appelé à faire ses déclarations.

Le comte Kalnoky a tenu cependant à prouver qu'il était informé, de source certaine, sur des points d'une extrême délicatesse; et comme tel il a pu paraître positivement informé également sur la Ligue et sur le véritable caractère de notre mouvement national. Le ministre des affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie, tient en main, possède les comptes que l'on ne produit, ni devant le Parlement roumain, ni devant la Cour des Comptes. Et alors qu'il est possible de posséder de pareils détails, il peut paraître probable que le ministre ait réussi à puiser à la même source des informations sur l'organisation de la Ligue, sur son but, aussi bien que sur le caractère essentiel du mouvement national en Roumanie.

Y-a-il ici une simple erreur? Ou bien une grave mystification, également nuisible à nous, à nos frères, à leurs ennemis et aux gouvernants de l'Autriche-Hongrie?

Nous opposons les mêmes questions aux affirmations que le mouvement national et la Ligue seraient «au service» d'un parti politique quelconque, lequel, son chef en tête, serait entré dans un mouvement «Daco-Roumain.»

Mais le comte Kalnoky a fait l'expérience avec «l'Ir-

redenta italienne», que nous autres aurions «copiée dans tous ses détails». Le résultat de ses expériences est : «plus les relations des gouvernements sont satisfaisantes, moins l'irredenta a de force d'action. L'irredenta commence à agir du moment où les relations des gouvernements se refroidissent ou viennent à se rompre.»

Nous ne mettons point en doute l'expérience du comte Kalnoky. C'est un homme d'Etat, d'une valeur incontestable, placé à la tête d'un grand Empire ; nous nous empressons de croire que son expérience est absolument justifiée en ce qui regarde les agitations irrédentistes. Or, rapprochons le résultat de son expérience des faits qui nous concernent.

Le comte Kalnoky le dit catégoriquement :

«L'irredenta commence à agir dès que les relations entre les gouvernements se refroidissent ou se rompent.» Or les relations de notre gouvernement avec celui de l'Autriche-Hongrie ne sont ni froides ni rompues, mais bien au contraire cordiales et plus que satisfaisantes.

Il s'en suivrait, conformément aux conclusions du comte, que notre mouvement, s'il était irrédentiste, eût dû diminuer à mesure que les relations diplomatiques devenaient plus satisfaisantes, pour qu'aujourd'hui il disparût sous la merveilleuse cordialité des gouvernements respectifs.

Mais le comte Kalnoky affirme lui-même que : «*le courant national actuel en Roumanie est fort intense et très puissant*».

Non, notre mouvement national n'a rien de l'original

italien ; nous n'avons copié personne ; nous ne connaissons point *l'irredenta roumaine*, parcequ'elle n'existe point.

Autres sont nos vues, d'autres sentiments nous agitent, une autre cause sainte nous émeut et nous transforme en fidèles volontaires sous son drapeau national et humanitaire.

Un cri de désespoir nous arrive d'outre-monts, un cri poussé dans une langue qui est la nôtre ; ceux qui souffrent et s'agitent sont nos frères, que nous aimerons d'autant plus qu'ils souffriront davantage, et que leurs chaînes seront plus lourdes, et qu'un plus grand nombre d'entre eux seront jetés dans les cachots de la Hongrie.

Nous sommes loin d'être dominés par les « préjugés » dont parle le comte Kainoky et n'avons guère le dessein de concourir avec les oppresseurs de Pest en « fanfaronnades », aveuglés par des « erreurs nationales ». Il est facile de comprendre ce qui nous agite. Nous ne pouvons rester indifférents quand trois millions de Roumains sont menacés de périr. Leur droit à vivre comme roumains, ils le possèdent, car c'est un droit naturel consacré également par le droit public international. Or, ne pas soutenir leur droit, serait renoncer au nôtre. Ils possèdent le droit historique de vivre comme Roumains, car c'est bien sur une terre roumaine qu'ils ont continué à vivre, boucliers défendant la civilisation européenne et, à travers les siècles, ils n'ont jamais consenti à abandonner leur langue et leur conscience de peuple latin.

Et si nous ne les soutenions pas dans leur droit, bientôt nous perdriions le nôtre.

Ce ne sont pas «*les préjugés*», mais bien le *pressenti-*
ment du danger commun qui nous fait lever en masse
 vive et consciencieuse pour empêcher le coup fatal, qui
 atteindrait notre patrie, en même temps que celle de
 nos frères.

C'est là que l'on doit chercher les causes de notre
 grand mouvement si l'on en veut comprendre les ca-
 ractères essentiels, ainsi que son but évident et avoué.

Le comte Kalnoky exerce son habileté à des fantai-
 sies irrédentistes, alors que le premier Ministre de la
 Hongrie, Mr. Weckerlé, trouve en partie la vérité. En
 effet, Mr. Weckerlé s'exprime en ces termes en parlant
 au correspondant du «*Figaro*» : «*C'est par certains Hon-*
grois qu'il faut commencer, pour faire disparaître les di-
vergences qui existent en ce moment entre citoyens de race
roumaine et citoyens de race hongroise. Quand les petits
hobereaux de Transylvanie, paresseux, arrogants autant
que bêtes, auront quitté leurs airs de grands seigneurs sans
le sou, et ne mépriseront plus les paysans roumains comme
des serfs, pour se mettre dans l'esprit qu'à la fin du dix-
neuvième siècle l'on ne fait rien sans le respect des droits
d'autrui — et nous saurons y mettre bon ordre — il y aura
déjà un grand pas de fait» (*).

C'est une grave erreur ou une mystification encore
 plus grave de croire que notre mouvement est *irréden-*
liste, et qu'il est provoqué et dirigé par des Transyl-
 vains «émigrés, devenus chez nous des professeurs
 inamovibles» et qu'il dépend d'un gouvernement quel-

(*) «*Chez le président du conseil de Hongrie*» par Mr. Raoul Chélard.—
 «*Figaro*» du 26 Septembre 1894.

conque d'étouffer ce mouvement à la suite de «*déclarations catégoriques*».

Un mouvement qui a son origine dans la conscience d'un peuple loyal, juste et bon, et prêt à remplir son rôle dangereux de sentinelle avancée aux confins de la civilisation moderne, un pareil mouvement devait trouver un puissant écho dans la haute et sensible conscience de l'Occident éclairé.

Cet écho ne lui a pas manqué. Nous comprenons que le comte Kalnoky ait été obligé de consoler les membres de la Délégation hongroise, alors qu'il leur a dit, à propos de certains articles de la grande presse européenne, que «leur importance ne doit point être exagérée».

Mais cette consolation même est un timide aveu que la question nationale des Roumains est devenue une question européenne.

Et l'Europe, par les hommes éminents qui représentent son génie civilisateur, a reconnu que le problème se réduit à la lutte entre un peuple qui veut vivre et un autre qui veut l'anéantir ; son sentiment de suprême justice n'hésitera pas entre l'odieux crime international que les Hongrois veulent commettre et une légitime victoire nationale que nos frères veulent gagner.

Mais les hommes d'état de l'Autriche-Hongrie veulent-ils que l'Europe ne soit plus alarmée, que l'agitation soit calmée en Roumanie, que l'appel de ceux d'outre-monts ne vienne plus troubler nos cœurs et la conscience de l'humanité ? Ils n'ont qu'à rendre justice au peuple martyr, qu'ils lui donnent pleine et légitime liberté de se développer selon son génie dans

l'interêt du progrès commun et harmonieux des peuples de la patrie commune. Qu'ils fassent de la Hongrie une patrie également bonne pour tous, car aujourd'hui elle est arrivée à être, selon une expression émouvante, le *cachot des nationalités*.

Et alors la paix régnera.

Que l'on applique en Hongrie la devise de l'Empire : «*Justitia regnorum fundamentum*», et alors la Hongrie n'aura pas de citoyens plus dévoués que les Roumains d'au-de-là des Carpathes, ni de meilleurs amis que les Roumains de la Roumanie.

Non, nous ne faisons pas de l'irrédentisme ; nous ne voulons que la justice pour un peuple frère.